



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 101

Le mercredi 10 avril 2024

Président : M. Ali Ehsassi



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mercredi 10 avril 2024

• (1645)

[Traduction]

Le président (M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 101^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes. La séance d'aujourd'hui se déroule en format hybride, conformément au Règlement. Par conséquent, les participants sont présents en personne dans la salle, ainsi qu'à distance au moyen de l'application Zoom.

J'aimerais faire quelques observations à l'intention des membres du Comité et des témoins.

Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme. Vous pouvez vous exprimer dans la langue officielle de votre choix.

Bien que cette salle soit équipée d'un excellent système audio, des effets Larsen sont toujours possibles, ce qui pourrait être extrêmement dommageable pour les interprètes et causer de graves blessures. La cause principale de l'effet Larsen est une oreillette placée trop près d'un microphone.

Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

En ce qui concerne la liste des intervenants, la greffière du Comité et moi veillerons à maintenir un ordre de parole consolidé pour tous les députés.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 29 janvier 2024, le Comité entreprend son étude sur l'approche du Canada à l'égard de l'Afrique.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à tous nos témoins.

Nous sommes heureux d'accueillir, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Mme Cheryl Urban qui est sous-ministre adjointe; Mme Caroline Delany, directrice générale de la Direction générale de l'Afrique australe et de l'Est; Mme Apaksha Kumar, directrice, Maghreb et Égypte; M. Marcel Lebleu, directeur général de la Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre; Mme Susan Steffen, directrice générale de la Direction générale panafricaine.

Nous accueillons également le major-général Gregory Smith, directeur général, Politique de sécurité internationale, du ministère de la Défense nationale.

Je crois comprendre que Mme Urban fera une présentation au nom du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et que le major-général Smith parlera au nom du ministère de la Défense nationale. Vous aurez cinq minutes chacun

pour votre déclaration préliminaire, puis nous passerons aux questions des membres du Comité.

Madame Urban, vous avez cinq minutes pour votre déclaration préliminaire.

Mme Cheryl Urban (sous-ministre adjointe, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité. C'est un honneur pour moi de comparaître devant vous aujourd'hui. *Aid Moubarak.*

Je vous remercie de l'occasion de faire le point sur l'approche du Canada à l'égard de l'Afrique. L'étude du Comité arrive à un moment opportun, alors que le ministère réfléchit de manière stratégique à la façon de promouvoir les intérêts du Canada dans le cadre de son engagement avec l'Afrique.

L'engagement du Canada est guidé par la vision stratégique de l'Union africaine pour le continent, énoncée dans l'Agenda 2063: L'Afrique que nous voulons. Le partenariat du Canada avec l'Afrique est ancré dans nos priorités communes et fondé sur des solutions africaines aux défis africains et mondiaux.

On prévoit que l'Afrique, un vaste continent de plus en plus intégré composé de 54 pays, sera en 2024 la région affichant le deuxième plus fort taux de croissance au monde, avec 12 des 20 économies qui connaîtront la croissance la plus rapide. D'ici 2050, 25 % de la population mondiale vivra en Afrique.

[Français]

Le continent abrite l'un des écosystèmes les plus diversifiés au monde et possède des ressources abondantes. On y trouve 30 % de la réserve mondiale des minéraux critiques, 60 % des ressources solaires mondiales et 25 % de la biodiversité mondiale. De plus, l'Afrique détient un potentiel de captage du carbone supérieur à celui de l'Amazonie. Ces ressources sont toutes essentielles à la transition écologique et au bien-être de la planète.

[Traduction]

L'Afrique a également la population la plus jeune au monde et la classe moyenne qui connaît la croissance la plus rapide au monde, ce qui représente une source de dynamisme et un vaste potentiel de marché, une situation qui tranche nettement avec celle de nombreuses populations vieillissantes et en déclin d'autres régions. Avec l'augmentation nette prévue de 740 millions de personnes d'ici 2050, le continent connaîtra la croissance de la population en âge de travailler la plus rapide au monde.

Les jeunes jouent un rôle important sur le continent. La pleine contribution des jeunes au développement socioéconomique et à la sécurité de leurs pays respectifs est tributaire de l'accès à l'éducation, aux emplois et au soutien à l'entrepreneuriat.

Le continent a connu une croissance économique considérable ces dernières années. Cependant, cette croissance n'a pas toujours été inclusive ou répartie également. L'Afrique compte des pays ayant des économies à haut rendement, mais aussi des pays parmi les plus pauvres au monde: 60 % des personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté sont en Afrique subsaharienne. À compter de 2030, dans les conditions actuelles, presque tous les pays les moins développés du monde seront en Afrique.

• (1650)

[Français]

La réalisation des objectifs de développement durable fait face à de nombreux défis, dont la détérioration de la démocratie dans certains pays, les conflits, les changements climatiques, les infrastructures inadéquates ainsi que les dettes nationales insoutenables.

[Traduction]

Treize élections nationales auront lieu en Afrique d'ici la fin de 2024; le Canada surveille la situation de près. Le Canada appuie activement la gouvernance démocratique et les processus électoraux en Afrique par l'intermédiaire de plusieurs volets d'activités. Cela comprend la participation à des missions d'observation électorale et la promotion de l'importance de la démocratie et de la mise en place d'institutions fortes auprès des divers gouvernements de la région.

Le Canada reconnaît le rôle clé joué par les défenseurs des droits de la personne pour protéger et promouvoir des droits de la personne. Ces défenseurs des droits font souvent partie de groupes qui font l'objet de discrimination, notamment les femmes et les personnes LGBTI. Le Canada appuie leurs efforts au moyen d'initiatives de défense des droits et d'aide internationale.

Avec ses 54 pays, l'Afrique revêt une importance stratégique dans le contexte de la polarisation croissante à l'échelle mondiale, de la collaboration multilatérale changeante et des chaînes de valeur mondiales en pleine évolution. Les dirigeants africains diversifient leurs partenariats internationaux et renforcent leurs relations avec des puissances économiques mondiales comme la Chine et l'Inde, des partenaires comme la Turquie et les États du Golfe et, dans certains cas, entretiennent ouvertement des relations militaires avec la Russie. Cela se fait de manière bilatérale et dans le cadre de tribunes multilatérales comme les pays BRICS et le G20.

[Français]

Le Canada et ses partenaires du G7 collaborent pour veiller à ce que les membres maintiennent et renforcent leurs partenariats sur le continent. Cela se manifeste par un engagement diplomatique renforcé, par la mise en place d'initiatives en matière d'infrastructure et par une aide internationale plus ciblée qui favorise les investissements en Afrique. L'exemple le plus récent est la priorité que l'Italie accorde à l'Afrique dans le cadre de sa présidence du G7, cette année.

[Traduction]

Le commerce et les investissements canadiens avec l'Afrique ont connu une croissance impressionnante ces cinq dernières années. En effet, le commerce bilatéral de marchandises a totalisé 16,2 milliards de dollars en 2023, tandis que les investissements sur le continent ont atteint 16 milliards de dollars en 2022. Cette croissance est appuyée par le travail de notre réseau du Service des délégués commerciaux.

Le secteur minier représente une part importante de l'investissement canadien direct en Afrique. En outre, l'Afrique est la région où la valeur des actifs miniers canadiens est la plus élevée, après les Amériques.

Le Canada a également conclu huit accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers en Afrique. Ces accords offrent aux investisseurs canadiens une protection et une prévisibilité accrues et de meilleures prévisions pour le développement de leurs économies.

[Français]

En matière d'aide internationale, le Canada est et restera un chef de file et un partenaire de confiance en matière d'égalité des genres et d'approches féministes en Afrique. Par l'intermédiaire de la Politique d'aide internationale féministe du Canada, nous avons placé l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles au cœur de nos efforts d'aide internationale, car il s'agit du moyen le plus efficace de favoriser un monde plus pacifique, inclusif et prospère.

[Traduction]

En Afrique, le Canada doit s'adapter à un contexte de sécurité dynamique. Dans certaines régions, nous réagissons à certaines situations — insurrections extrémistes violentes, montée du terrorisme et coups d'État militaires, notamment — par des efforts diversifiés en matière de politiques et de programmes. À cela s'ajoutent notre engagement international auprès de l'Union africaine et notre rôle de chef de file au sein d'organes de l'ONU comme la Commission de consolidation de la paix et le Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

Nous avons participé à diverses rencontres. À titre d'exemple, la ministre des Affaires étrangères s'est récemment entretenue avec ses homologues africains, notamment dans le cadre d'appels téléphoniques avec des dirigeants du Kenya, d'Afrique du Sud et du Bénin. De plus, elle rencontrera de hauts fonctionnaires de l'Union africaine cette semaine. Nous interagissons aussi avec la diaspora africaine au Canada, le secteur privé et des acteurs non étatiques.

On nous dit que les Africains cherchent à améliorer les conditions de leur participation et à aller au-delà du modèle traditionnel d'une relation donateur-bénéficiaire d'aide afin d'établir des partenariats mutuellement avantageux, notamment dans le commerce, les investissements...

Le président: Madame Urban, puis-je vous demander de conclure?

Mme Cheryl Urban: J'ai terminé.

Merci.

Le président: Merci, madame Urban. Je vous en suis très reconnaissant.

Nous passons maintenant au major-général Smith.

Vous avez cinq minutes également.

Mgén Gregory Smith (directeur général, Politique de sécurité internationale, ministère de la Défense nationale): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, c'est un honneur pour moi de comparaître devant vous aujourd'hui. Je vous remercie de me donner l'occasion de faire le point sur l'approche du Canada à l'égard de l'Afrique.

Comme vous le savez, le ministre de la Défense nationale a annoncé lundi la mise à jour de la politique de défense du Canada, intitulée « Notre Nord fort et libre ». Comme le souligne ce document, les Forces armées canadiennes apportent — et continueront d'apporter — des contributions significatives dans le monde entier dans le cadre d'initiatives multilatérales ou basées sur des coalitions, y compris en Afrique, afin d'aider à faire face à l'instabilité mondiale croissante et à faire progresser la politique étrangère du Canada.

[Français]

Sur le continent, notre engagement durable en faveur des opérations de paix des Nations unies et notre travail en partenariat avec des organisations régionales, telles que l'Union africaine, reflètent l'importance fondamentale de ces efforts multilatéraux pour préserver la paix et la sécurité internationales. À cette fin, le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes continuent de maintenir divers engagements dans la région.

[Traduction]

Par exemple, le Canada fournit actuellement des officiers d'état-major à la Mission des Nations unies au Soudan du Sud, ou MINUSS, et à la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, ou MONUSCO. En outre, 39 membres des Forces armées canadiennes sont actuellement déployés dans le cadre de la mission non affiliée à l'ONU de la Force multinationale d'observateurs dans la péninsule du Sinaï égyptien.

L'Aviation royale canadienne fournit un appui de transport aérien tactique à la France en Afrique dans le cadre de l'opération Frequence et aux missions de maintien de la paix de l'ONU dans le cadre de l'opération Presence. Nous travaillons avec le Ghana, qui est notre principal partenaire bilatéral en Afrique pour l'initiative Elsie, un projet dirigé par le Canada qui vise à accroître la participation significative des femmes en uniforme aux opérations de paix des Nations unies.

[Français]

Nous entretenons en outre un réseau de huit attachés de défense canadiens et de personnel de soutien pour gérer les relations de défense sur le continent, tant avec des partenaires régionaux qu'avec nos alliés internationaux. Par exemple, pour soutenir le Sahel, nous continuons à entretenir des relations de défense bilatérales avec les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, afin d'aider à freiner la propagation du terrorisme dans la région.

[Traduction]

Je voudrais également souligner que le Canada remplit actuellement la fonction d'ambassade point de contact de l'OTAN pour l'Union africaine. À ce titre, nous avons eu l'occasion de travailler avec la Commission des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de l'Union africaine sur son partenariat avec l'OTAN.

En outre, le MDN et les Forces armées canadiennes dispensent des formations épisodiques de développement des capacités à plusieurs pays africains dans le cadre du programme de formation et de coopération militaires, ou PICM. Ces cours de formation portent sur des sujets tels que la médecine de combat et permettent aux partenaires de mieux fonctionner ensemble dans le cadre d'opérations de maintien de la paix avec les Nations unies et d'autres organisations multinationales.

[Français]

Ces efforts sous-tendent notre action diplomatique dans le monde entier, en contribuant au maintien de l'ordre international et en soutenant nos nations partenaires africaines. Nous restons déterminés à tirer parti des opérations et des initiatives existantes pour aider à renforcer leurs capacités.

Merci beaucoup.

• (1655)

[Traduction]

Le président: Merci, major-général Smith.

Nous passons maintenant aux questions des membres du Comité, en commençant par M. Aboultaif.

Vous avez six minutes, monsieur.

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président, et merci aux témoins. Bienvenue au Comité.

Dans un article publié en septembre 2022, le Groupe d'étude sur l'Afrique a fait valoir que l'engagement du Canada envers l'Afrique devrait reposer sur deux principes, à savoir que le Canada a besoin de l'Afrique autant que l'Afrique a besoin du Canada, et que le Canada doit s'éloigner du modèle donateur-bénéficiaire au profit d'un modèle fondé sur des relations entre partenaires égaux.

La question est de savoir en quoi consiste exactement la stratégie du Canada pour l'Afrique, et si nous sommes disposés à adopter un modèle différent si le modèle actuel ne fonctionne pas comme nous le souhaitons.

Mme Cheryl Urban: Il y a plusieurs raisons pour lesquelles le Canada a intérêt à renforcer ses partenariats avec les pays africains et à favoriser davantage des relations d'égal à égal. C'est en effet ce que recherchent les intervenants africains, et c'est un constat des consultations que nous avons menées au Canada et en Afrique.

Je vais approfondir un peu les aspects qui sont dans l'intérêt du Canada. Par rapport à la stratégie canadienne, je dirais que nous avons un bon historique sur lequel nous appuyer. Nous avons une présence sur le continent depuis longtemps, et cette présence est très forte sur le plan de l'aide internationale. Comme je l'ai mentionné, la croissance économique en Afrique offre des occasions de coopération économique accrues pour le Canada et les Canadiens, surtout à moyen terme.

Parmi les raisons principales pour lesquelles c'est dans l'intérêt des Canadiens, c'est qu'il s'agit pour le Canada et la communauté internationale d'un moyen évident de lutter contre les changements climatiques. Dans ma déclaration, j'ai mentionné que l'Afrique a un potentiel de captage du carbone. Le continent possède 25 % de la biodiversité mondiale et 60 % des meilleures ressources solaires mondiales. L'établissement de relations de collaboration avec l'Afrique, notamment dans le domaine de l'énergie verte, par exemple, serait une solution gagnante pour tous, pour le Canada et l'Afrique.

En outre, le Canada aura tout intérêt à établir des partenariats avec des pays africains afin de maintenir son influence. Nous savons déjà que certaines organisations multilatérales, comme les pays BRICS et le G20, gagnent en influence. On observe des changements au sein d'organismes internationaux. Même au Conseil de sécurité de l'ONU, on constate que des groupes tendent à voter d'une certaine façon. Par conséquent, l'établissement de solides relations bilatérales avec des pays africains aidera le Canada à établir des vues similaires.

Nous avons aussi l'occasion de stimuler davantage la prospérité canadienne. J'ai mentionné qu'il s'agit de l'économie qui connaît la croissance la plus rapide. La Zone de libre-échange continentale africaine offre la possibilité de renforcer le commerce interafricain, offrant ainsi de nouveaux débouchés pour les entreprises canadiennes. On parle d'un marché potentiel de 2 à 3 billions de dollars. Les actifs miniers, comme je l'ai mentionné, sont un autre élément important. La collaboration économique est donc dans l'intérêt du Canada.

La sécurité et la stabilité sont aussi pour le Canada des aspects très importants sur lesquels nous pouvons nous concentrer. Il y a le risque de terrorisme. Il y a aussi des risques pour les Canadiens qui voyagent en Afrique. Le Canada a des motifs importants de collaborer avec la communauté internationale et ses partenaires africains pour les aider à régler certains problèmes d'insécurité. Cela peut se faire de diverses façons, notamment grâce aux partenariats en matière de défense et de sécurité ainsi qu'à l'aide internationale, car cette insécurité résulte en partie de l'absence de filets de protection sociale pour les populations pauvres, par exemple, dans le nord de certains pays d'Afrique occidentale.

Enfin, il y a les liens de peuple à peuple...

• (1700)

M. Ziad Aboultaif: La stabilité politique est un facteur primordial pour le commerce. Nos échanges commerciaux s'élèvent à environ 16 milliards de dollars, ce qui est minime pour une population de 1,2 milliard d'habitants. Sur le plan des investissements, où en sommes-nous dans la région? Quel est le plan du ministère pour que nous puissions jouer un rôle à la fois meilleur, plus important et plus influent?

Mme Cheryl Urban: Nous avons des programmes relatifs à la paix et à la sécurité dont la prestation est assurée par Affaires mondiales Canada. Diverses initiatives sont en cours, et nous avons des partenariats exemplaires avec des pays africains. Le major général a mentionné l'initiative Elsie et Femmes, paix et sécurité. En outre, un ambassadeur qui s'est récemment rendu en Afrique a eu l'occasion de s'entretenir avec des dirigeants africains et des représentants de collectivités africaines à ce sujet.

Je pourrais demander à certains de mes collègues de donner des exemples concrets. C'est un volet important de nos activités en ce moment, et cela fera également partie des activités que nous mènerons en Afrique à l'avenir.

M. Ziad Aboultaif: Lors d'une visite au Nigeria, un de nos diplomates m'a dit ce qui suit: « Il faut une présence ministérielle accrue. Il faut une présence accrue, plus de visites et plus d'activités. » C'est une région très importante et on devrait mettre l'accent sur la croissance à tous les niveaux. Le ministère en fait-il assez? Le gouvernement en fait-il assez?

Mme Cheryl Urban: Le ministre Hussein a fait plusieurs visites de haut niveau récemment: Bénin, RDC, Rwanda, Kenya, Zambie,

Mozambique et Madagascar. Le ministre Sajjan s'est rendu au Rwanda, en Tanzanie et en Égypte. La ministre Ng a effectué une mission commerciale virtuelle en février 2022. Plus tôt, la ministre Joly est allée au Kenya, et il y a eu de nombreuses visites de haut niveau de parlementaires, de secrétaires parlementaires et de présidents. Il y a un haut niveau d'engagement. Je suis d'accord pour dire que le dialogue de haut niveau est un élément essentiel des relations avec l'Afrique.

Le président: Je vous remercie.

Nous passons maintenant à Mme Fry, pour six minutes.

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup d'être venus nous parler.

Il y a tant de questions à poser, et je n'ai que six minutes pour ce faire.

Tout d'abord, j'aimerais dire que nous nous sommes engagés dans un partenariat étroit avec l'Union africaine. Nous avons conclu toutes sortes d'ententes bilatérales avec des pays comme le Ghana avec lesquels nous pensons pouvoir travailler, mais cela a-t-il réellement porté fruit? L'Afrique reste le continent le plus pauvre. Il y a encore beaucoup d'enjeux de sécurité. Nous parlons des femmes, de la paix et de la sécurité. Les initiatives fonctionnent-elles en Afrique? Il y a tellement de guerres, d'insécurité et de conflits. Comment pouvez-vous, même avec les meilleures intentions et le meilleur budget possible, outrepasser ces violations des droits de la personne, cette colère, le manque de confiance et l'absence d'institutions démocratiques dont a parlé M. Aboultaif?

Nous avons entamé tant d'initiatives, mais ont-elles un impact quelconque? Nous nous mobilisons depuis si longtemps. C'est long, une décennie. Avons-nous eu un impact quelconque? Que devons-nous faire? Devons-nous changer d'approche? L'Afrique reste le plus gros bouton sur la planète, si je puis dire, parce qu'elle ne valorise pas les droits de la personne et qu'elle abrite de nombreux conflits. Le changement climatique y est incroyable. Les gens sont pauvres. Les possibilités manquent.

Pouvons-nous changer ce que nous faisons? Devrions-nous changer d'approche? Voilà la question que je veux vous poser. Je sais qu'il s'agit d'une question ouverte, mais je veux qu'elle le soit parce que je veux une réponse ouverte. Pouvez-vous m'aider à y voir plus clair?

• (1705)

Mme Cheryl Urban: Merci beaucoup. Je vais commencer, et mes collègues pourront peut-être compléter s'ils le souhaitent.

Vous avez raison de dire qu'il y a des défis importants sur le continent, mais tous les pays ne sont pas pareils. Certains prospèrent, se portent bien et font preuve d'un leadership fort à l'international. D'autres font face à des situations d'insécurité extrême et à des crises humanitaires. On ne peut pas tous les mettre dans le même panier. Il y a de belles réussites africaines dont on peut s'inspirer.

J'ai mentionné le fait que les dirigeants africains ont commencé à se mobiliser à l'international. Ils ont emboîté le pas aux BRICS, au G20 et à l'Union africaine et exercent désormais une plus grande influence. Ils sont en train de changer la donne dans le monde entier.

J'ai assisté au Sommet africain sur le climat en septembre dernier, et les dirigeants africains étaient présents. Ils se sont fait entendre plus fortement à la COP.

On constate également la menace du terrorisme, notamment en Afrique de l'Ouest. Il y a eu des coups d'État et des problèmes dans certains pays, mais les pays majoritairement côtiers restent forts et investissent dans le Nord de leur pays.

Je reviens tout juste de la Côte d'Ivoire et du Bénin. J'ai trouvé remarquable qu'une partie du leadership soit technocratique et qu'on investisse non seulement dans la sécurité, mais aussi dans les services sociaux, reconnaissant par le fait même la complexité des besoins.

L'hon. Hedy Fry: Ma question n'est pas de savoir ce que l'Afrique fait grâce au leadership fort de certains de ses pays.

Devrions-nous revoir notre approche et nos initiatives en Afrique? Je crois que les choses pourraient mieux fonctionner. Devrions-nous réinventer la roue et envisager un autre type de mobilisation avec l'Afrique et si oui, que devrait-il être?

Mme Cheryl Urban: En ce qui concerne les investissements et les accomplissements du Canada, la politique d'aide internationale féministe nous permet d'avoir un impact réel. Le Canada s'est vraiment taillé un créneau pour aider les femmes et les filles en axant ses efforts sur l'éducation et la santé de ces dernières, et nous voyons des résultats. Si vous consultez les documents, à savoir le rapport ministériel sur les résultats et le rapport sur l'aide internationale, vous verrez certains résultats de nos investissements.

Le Canada ne ménage pas ses efforts, même au sein d'organisations internationales. Il est reconnu pour sa contribution à l'avancement des initiatives pour les femmes et les filles sur le continent et ailleurs.

Je crois que le Comité va entreprendre une étude sur la mobilisation en Afrique, et je trouve cela très à propos. C'est le moment pour tout le monde de réfléchir, parce que l'environnement mondial est très dynamique, tout comme le développement des pays africains. C'est le moment de se remettre en question. C'est ce que font notre ministère et le comité sénatorial pour déterminer la meilleure approche possible.

L'hon. Hedy Fry: J'aimerais poser une dernière question si le temps me le permet, monsieur le président.

Nous ne pouvons pas être tout pour l'Afrique en raison de la nature disparate des différents pays et de leurs besoins.

Que pensez-vous de l'idée de se concentrer uniquement sur certaines choses que nous faisons bien? J'ai mes idées sur ce que cela pourrait être. Je pense notamment à la santé, à la politique d'aide féministe, au changement climatique et aux droits de la personne.

Devrions-nous nous concentrer sur certaines choses pour obtenir des résultats à partir de ces dernières au lieu de tenter de tout couvrir et de ne pas faire grand-chose?

Le président: Je vous prierais de répondre en 30 secondes maximum, s'il vous plaît.

Mme Cheryl Urban: J'ai longuement parlé des intérêts canadiens en matière de mobilisation, mais il faudrait également se demander quels sont nos atouts sur lesquels nous pourrions miser sur le continent.

Le Canada dispose d'un certain nombre d'atouts. Notre secteur de l'éducation est solide. Nous avons des mines, une agriculture, des technologies vertes et des TIC de qualité. Pendant que les comités et le ministère se penchent sur la façon d'affiner notre mobilisation dans ces pays, nous pourrions envisager non seulement de miser sur nos points forts, à savoir l'attention que nous portons à l'égalité des sexes, aux femmes et aux filles, mais aussi de tirer de plus en plus parti de nos atouts canadiens.

• (1710)

Le président: Nous allons maintenant passer à M. Bergeron.

[*Français*]

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier les témoins de leur présence et de leurs commentaires et réponses fort éclairantes.

Le constat général est que les pays occidentaux ont évacué l'Afrique de leurs priorités au cours des dernières décennies avec le résultat que, puisque la politique a horreur du vide, des puissances comme la Russie et la Chine se sont empressées d'occuper le terrain. On a pu en voir les conséquences lors des votes aux Nations unies sur la guerre en Ukraine, alors que plusieurs pays africains votaient contre les résolutions ou s'abstenaient de voter en faveur des résolutions dénonçant l'agression russe contre l'Ukraine. Il y a nécessité pour les pays occidentaux de réinvestir en Afrique. J'y reviendrai un peu loin.

Je dirais que l'Afrique constitue le continent de l'avenir sur le plan économique. Il y a donc une absolue nécessité de travailler en ce sens. D'ailleurs, en 2022, on avait confié à notre estimé collègue le secrétaire parlementaire la tâche d'établir et de définir une stratégie pour l'Afrique. En 2023-2024, le plan ministériel parlait plutôt d'un nouveau cadre stratégique sans véritablement donner des détails. Dans le plan ministériel de 2024-2025, on ne parle même plus de cadre, on parle d'intensifier l'engagement du Canada avec les pays de l'Afrique subsaharienne, en mettant particulièrement l'accent sur la coopération économique.

Dans votre intervention, vous n'avez aucunement fait mention ni de la stratégie ni du cadre. Où en est-on? Une stratégie existe-t-elle? Un cadre existe-t-il ou est-on simplement revenu à la volonté d'intensifier nos relations en matière de coopération économique particulièrement avec l'Afrique subsaharienne?

[*Traduction*]

Mme Cheryl Urban: La lettre de mandat de la ministre Ng mentionnait que nous devrions disposer d'une stratégie pour la coopération économique en Afrique. Le secrétaire parlementaire, M. Oliphant, a ensuite entrepris un travail considérable en ce sens. Nous avons mené toute une série de consultations approfondies au Canada et en Afrique afin d'en apprendre davantage sur les possibilités de mobilisation sur le continent.

Cela a duré longtemps. Nous avons recueilli des informations, et nous sommes présentement en train de les étudier et d'articuler leur utilité dans l'élaboration d'une stratégie canadienne.

Ce processus coïncide avec les études de votre comité et du comité sénatorial.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Je suis désolé d'insister sur certains points, mais c'est simplement pour éclairer notre lanterne. Est-on revenu aux termes « stratégie africaine », à un cadre ou simplement à une volonté d'intensifier nos relations avec l'Afrique subsaharienne?

Éclairiez-nous, parce que je dois dire qu'une chatte n'y retrouverait pas ses petits. Je m'y suis moi-même complètement perdu au cours des dernières années. Je ne sais plus quelles sont les intentions du gouvernement à l'égard de l'Afrique.

[Traduction]

Mme Cheryl Urban: Pour l'instant, nous en sommes à l'étape de rassembler des réflexions sur la mobilisation. Il n'y a pas encore de nom. Nous sommes en train d'examiner les informations et d'élaborer une approche. Ce qui est important, pour les pays africains, c'est que nous envisagions notre mobilisation de concert avec eux, et nous en sommes conscients.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: D'accord. On a commencé par une stratégie, qui est devenue un cadre, pour aboutir à une approche.

Est-ce bien cela?

[Traduction]

Mme Cheryl Urban: Tout ce que je dis, c'est que nous n'avons pas de nom pour le moment.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: D'accord, c'est bien.

Je m'interroge sur le fait que le plan ministériel parle spécifiquement de l'Afrique subsaharienne.

Qu'en est-il de l'Afrique du Nord?

[Traduction]

Mme Apeksha Kumar (directrice, Maghreb et Égypte, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Une grande partie de ce que mes collègues ont dit sur l'Afrique du Nord s'applique toujours. Cette région est particulière.

L'Afrique du Nord est un lien entre des régions très importantes pour nous. Non seulement est-elle située à l'extrémité nord du continent, bien sûr, mais elle est aussi la porte d'entrée vers le Moyen-Orient et l'Europe. Elle revêt donc une importance stratégique quelque peu différente de celle du reste du continent.

Nous partageons les priorités avec le reste du continent. Nous aimons à préserver les acquis démocratiques et les autres progrès réalisés au cours de nos dernières années de mobilisation. Nous misons sur le fait que nous avons été un partenaire précieux et crédible dans la région, et cela signifie vraiment quelque chose dans ces pays. Nous entretenons des liens interpersonnels étroits. Nous avons des liens commerciaux solides.

Trois des plus grands partenaires économiques du Canada se trouvent en Afrique du Nord, par exemple, et nous allons donc utiliser les avantages dont nous disposons sur la scène mondiale. Nous avons un avantage linguistique en Afrique du Nord. Comme l'a mentionné ma collègue, nous disposons d'une expertise et mettons l'accent sur l'égalité entre les sexes. En ce qui concerne le développement, nous sommes l'un des seuls donateurs à nous concentrer sur les plus vulnérables.

Je conclurai peut-être en notant que nous sommes très bien vus en Afrique du Nord, et je suis sûre que cela entrera en ligne de compte au moment de déterminer la forme que prendra notre mobilisation. Cela dit, notre historique en Afrique diffère de celui de certains acteurs principaux. Nous n'avons pas d'historique colonial, et cela joue vraiment en notre faveur.

• (1715)

Le président: Je crains que le temps ne soit écoulé.

Nous allons maintenant passer à Mme McPherson. Vous disposez de six minutes.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie tous d'être des nôtres aujourd'hui. Il s'agit d'une étude importante. Nous avons décidé d'étudier cet enjeu pendant plusieurs réunions, et c'est principalement pour cette raison que je vais prendre le temps de lire une motion que j'aimerais voir inscrite au procès-verbal.

Malgré mon temps limité, je dois malheureusement mentionner quelque chose d'assez urgent. Tout d'abord, je tiens à dire que bien que ma motion visant à étudier la situation en Israël et en Palestine au Comité ait été adoptée lors d'un vote en mai dernier, soit il y a près d'un an, cette étude n'a pas encore été inscrite au calendrier du Comité, au grand dam du Nouveau Parti démocratique. La situation en Israël et en Palestine devrait également être une priorité pour le Comité, comme c'est le cas d'autres comités des affaires étrangères dans le monde. Cependant, j'ai l'impression que nos efforts sont constamment bloqués.

J'utiliserai le reste de mon temps de parole pour déposer un nouvel avis de motion qui porte sur le fait que le gouvernement n'a pas produit les documents que nous avons demandés en février. Cela fait des semaines que j'essaie de convaincre le Comité d'accepter de rendre publics les quelques documents que nous avons reçus et de demander à Affaires mondiales Canada de nous fournir le reste.

Je suis frustrée, parce que la ministre des Affaires étrangères nous a promis le 18 mars qu'elle émettrait un avis aux exportateurs concernant les exportations d'armes vers Israël. Or, cela n'a toujours pas été fait. Je ne comprends pas ce manque d'empressement, alors que 13 000 enfants ont été tués et que des gens continuent de mourir de faim chaque jour.

Mon avis de motion se lit comme suit:

Que, compte tenu du fait qu'Affaires mondiales Canada n'a pas produit les documents demandés par ce comité le 12 février 2024, et de la lettre adressée au Comité par le sous-ministre en date du 13 mars 2024 demandant des instructions supplémentaires du Comité, le président demande à la greffière de publier la lettre et l'annexe reçues d'Affaires mondiales Canada sur les exportations d'armes du Canada vers Israël sur la page Web publique du Comité; que le Comité demande à Affaires mondiales Canada de fournir ce qui suit:

- Des détails sur toutes les licences d'exportation et de courtage actuellement ouvertes pour des biens et des technologies militaires vers Israël, sans caviardage pour des raisons de confidentialité commerciale, comme le Comité l'a demandé le 12 février 2024;
- Des détails sur toutes les licences d'exportation ou de courtage de biens et de technologies militaires vers Israël, qu'elles soient ouvertes ou expirées, remontant à 2020, et non à 2006 comme le Comité l'avait demandé le 12 février 2024;
- [Une reproduction de l'annexe sans caviardage] pour des raisons de confidentialité commerciale, comme l'a spécifié la motion du Comité;

Que ces détails soient fournis dans les 30 jours suivant l'adoption de cette motion;

Et qu'une fois reçus, ces documents soient rendus publics sur le site Web de ce comité.

Sur ce, je veillerai à ce que la greffière reçoive des copies de cette motion en anglais et en français.

J'aimerais maintenant m'adresser aux témoins.

Je vous remercie de votre patience. Il est très important pour moi que nous puissions obtenir les documents que tant d'organisations à travers le Canada réclament.

Je commencerai par les informations que vous avez fournies sur le maintien de la paix, major-général. Nous savons que le gouvernement s'est engagé en 2016 à affecter 600 Casques bleus et 150 policiers militaires aux opérations de maintien de la paix dans le monde entier. Combien de Casques bleus ont été affectés en Afrique?

• (1720)

Mgéné Gregory Smith: Merci, monsieur le président. Je calcule rapidement.

Je pense qu'il y en a environ 10 en République démocratique du Congo. Il y en a également une dizaine au Soudan du Sud — on ne parle pas de Casques bleus de l'ONU —, sans compter les 39 soldats de la Force multinationale et Observateurs. On en compte donc environ 59.

Mme Heather McPherson: On avait prévu qu'il y en ait 750 en 2016, mais il n'y en a présentement que 59 en Afrique. Ce n'est vraiment pas beaucoup, compte tenu des conflits en cours.

Pourquoi est-ce si difficile? J'aimerais bien comprendre pourquoi il est difficile d'envoyer des Casques bleus sur le terrain. Le Canada est réputé pour les Casques bleus. Nous avons un historique important en la matière. Notre gouvernement s'est engagé à affecter des Casques bleus sur le terrain pour soutenir les opérations de maintien de la paix en Afrique, mais cela ne s'est pas concrétisé.

Mgéné Gregory Smith: Les Forces armées canadiennes agissent conformément à la politique étrangère d'Affaires mondiales. En 1993-1994, j'ai participé à une mission de maintien de la paix en Croatie. Nous occupions une zone de séparation entre deux parties en conflit. C'était du maintien de la paix très traditionnel.

Or, les conflits que nous voyons présentement en Afrique, notamment en République démocratique du Congo, sont presque des guerres. La situation est très difficile. Il y a des enjeux de sécurité. Ces conflits entre pays ne sont pas ce que nous appellerions du maintien de la paix « traditionnel ». Le défi est donc d'autant plus grand. Cela dit, je prendrais du recul et dirais qu'il y a peut-être des enjeux plus larges en jeu pour Affaires mondiales dans ce contexte.

Mme Heather McPherson: Peut-être M. Lebleu pourrait-il répondre.

[Français]

M. Marcel Lebleu (directeur général, Bureau de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Les chiffres fluctuent.

Toutefois, je souligne que le Canada a déployé un contingent de 250 militaires au Mali, dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, la MINUSMA, une mission de maintien de la paix. Malheureusement, le Mali a demandé aux Nations unies de mettre fin à cette mission. La même chose est en train de se produire pour ce qui est de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, la MONUSCO. Il y a des discus-

sions entre les Nations unies et les pays qui reçoivent ces missions. Le contexte est donc très différent.

Je souligne aussi que, pour ce qui est de la MONUSCO, le Canada offre des contributions financières spécifiques d'environ 30 millions de dollars, et non pas du personnel militaire. Jusqu'à très récemment, on avait à peu près la même chose au Mali.

[Traduction]

Le président: Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Epp.

Vous disposez de cinq minutes.

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être des nôtres.

Je vais commencer par les témoins d'Affaires mondiales et poursuivre dans la même veine que Mme Fry et M. Bergeron.

En réponse à ma collègue, madame Urban, vous avez déclaré que le Canada avait un bon bilan de mobilisation avec l'Afrique. Or, le Centre d'études en politiques internationales estime que le Canada n'a « aucun profil en Afrique » malgré les efforts du gouvernement actuel au cours des neuf dernières années. Il affirme que « la politique du gouvernement en Afrique [...] [est] un reconditionnement et une redynamisation ». Un autre universitaire l'a qualifiée de série d'incohérences constantes. Êtes-vous du même avis?

Mme Cheryl Urban: Nous assurons une présence dans les pays d'Afrique et le continent africain de diverses façons. Par exemple, nous travaillons de pair avec la Francophonie et le Commonwealth, et nous réalisons plusieurs choses ensemble. Vous constaterez que le Canada est le quatrième actionnaire non régional en importance de la Banque africaine de développement, et qu'il y occupe une place assez importante. Nous avons renforcé notre engagement avec l'Union africaine et nous avons maintenant un bureau de l'observateur permanent.

Je ne sais pas si mes collègues souhaitent ajouter quelque chose.

Mme Susan Steffen (directrice générale, Direction générale panafricaine, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): À mon avis, la clé de notre engagement actuel et futur, c'est notre nouvelle relation améliorée avec l'Union africaine et la Commission de l'Union africaine. Nous avons tenu un dialogue de haut niveau en octobre 2022, qui a permis à une grande délégation de la Commission de l'Union africaine — y compris le président de la Commission, Moussa Faki — de venir au Canada afin de rencontrer notre premier ministre. Nous avons ainsi créé une nouvelle relation, améliorée, avec cette organisation d'importance sur le continent, qui prend sa place sur la scène internationale d'une nouvelle façon en se joignant au G20. Le Canada appuie l'accession de l'Union africaine à l'Organisation mondiale du commerce à titre d'observateur...

• (1725)

M. Dave Epp: Merci.

Je suis désolé de vous interrompre, mais j'ai d'autres questions à poser.

Je suis d'accord avec vous lorsque vous parlez du potentiel de l'Afrique. Comme elle compte une population jeune, des sources de main-d'œuvre et des ressources naturelles, les possibilités y sont nombreuses, mais le Canada n'a que 27 missions en Afrique. Nous adoptons une approche en vue des possibilités futures, mais notre présence ne semble pas refléter cet optimisme. Comment expliquez-vous cela?

Mme Cheryl Urban: Nous entretenons des liens avec plusieurs pays par l'entremise de chaque mission. Le personnel de notre ambassade ou de notre haut-commissariat est responsable des relations avec plusieurs pays. Nos ambassadeurs et hauts-commissaires sont associés à divers pays, où ils sont très actifs. S'ils représentent le Canada dans certains pays, ils y entretiennent des relations et y font des affaires ou du travail diplomatique en ce sens.

M. Dave Epp: Toutefois, avec 25 % de la population mondiale ou de la future population... Nous avons 55 missions dans les Amériques, alors que leur population est beaucoup plus petite. Étant donné le potentiel... Je sais que le Comité vient de terminer une étude sur l'avenir de la diplomatie. Est-ce qu'il faudrait revoir l'ordre des priorités des ressources?

Mme Cheryl Urban: Je crois que la nature de notre travail est importante. Je crois que l'écart entre le nombre de missions dans les Amériques et le nombre de missions en Afrique s'explique par l'engagement du secteur commercial des États-Unis, qui nécessite un grand appui commercial de la part de nos diplomates.

M. Dave Epp: Merci.

Pour la minute qu'il me reste, j'aimerais que nous parlions du Mali.

Dans vos commentaires, vous avez dit que nous avions des intérêts miniers en Afrique. Nous avons de grands intérêts au Mali, surtout pour l'or. À l'heure actuelle, nos sociétés canadiennes versent jusqu'à 10 millions de dollars de redevances au gouvernement. Excusez-moi, je me suis mal exprimé. Ce sont 10 millions de dollars par mois du Mali... qui vont au groupe Wagner à des fins de sécurité.

Quels sont les outils dont nous disposons en tant que pays pour rediriger certains de ces actifs canadiens qui entraînent des redevances dans un pays étranger, afin qu'elles soient utilisées à des fins d'éducation ou de santé au Mali, plutôt que pour enrichir le groupe Wagner?

Le président: Vous m'excuserez encore une fois, mais je vous demanderais de vous en tenir à une réponse de moins de 30 secondes.

Mme Cheryl Urban: Je vais commencer par dire ceci: nous travaillons avec les organisations régionales comme la CEDEAO et l'Union africaine afin d'appuyer les solutions africaines relatives à la sécurité des pays de l'Afrique, notamment l'Afrique de l'Ouest et le Mali.

Je ne sais pas si l'un de mes collègues souhaite ajouter quelque chose au sujet du Mali en particulier.

[Français]

M. Marcel Lebleu: De façon générale, le service de délégués commerciaux qui appuie les entreprises canadiennes à l'étranger demande à ces entreprises de signer une déclaration d'intégrité. Aucun service n'est offert si cette déclaration n'est pas signée.

De plus, nous nous attendons à ce que ces entreprises respectent les principes directeurs relatifs aux droits de la personne des Na-

tions unies et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'OCDE.

[Traduction]

Le président: Merci.

Nous allons maintenant entendre M. Oliphant.

Vous disposez de cinq minutes. Allez-y.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président.

J'aimerais tout d'abord remercier le Comité d'avoir entrepris cette étude. J'espère que nous pourrions rédiger un rapport unanime qui mettra l'Afrique en lumière et qui demandera au gouvernement d'en faire plus. J'ai bon espoir que nous pourrions le faire et que l'étude restera sur la bonne voie pour les semaines à venir.

J'aimerais poser quelques questions. C'est un peu injuste, parce que le Comité pourrait me demander d'agir à titre de témoin, puisque certaines des questions de M. Bergeron me seraient probablement adressées. Je serais heureux d'en discuter davantage autour d'un repas.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez dit que le document *Agenda 2063: Vue d'ensemble* était non seulement important, mais aussi évolutif. On y parle de renouveler l'engagement à l'égard d'une vision panafricaine durable. J'aimerais savoir comment le ministère comprend cette vision. J'ai entendu dire que nous percevions toujours l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne de façon distincte.

Comment percevons-nous la demande de l'Afrique en vue d'une approche panafricaine?

• (1730)

Mme Cheryl Urban: Aujourd'hui, nous voyons le continent comme un tout; il n'est pas simplement question de l'Afrique subsaharienne ou de l'Afrique du Nord. Nous regardons la situation dans son ensemble.

Je demanderais à Mme Steffen de répondre à cette question.

Mme Susan Steffen: Je crois que l'une des tendances les plus intéressantes que l'on remarque sur le continent africain, c'est l'unité de plus en plus forte entre les pays, en partie grâce à l'Union africaine, à ce rêve d'avoir une zone de libre-échange sur le continent africain et à la capacité croissante des États de travailler ensemble pour régler les problèmes africains.

Je crois que cette tendance est bien réelle et qu'il faut la favoriser, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous travaillons avec la Commission de l'Union africaine.

L'hon. Robert Oliphant: À ce sujet, la ministre des Affaires étrangères a décidé de nommer un premier représentant permanent à temps plein à l'Union africaine, que je considère comme le Bob Rae — ou une version améliorée — de l'Afrique.

Quelles sont les conséquences d'une telle nomination? De quelle façon est-elle perçue et quel est le rôle du représentant?

Mme Susan Steffen: Notre premier observateur permanent à l'Union africaine est l'ambassadeur Ben Marc Diendéré. Il fait un excellent travail.

Au cours des 15 dernières années, nous avons eu un observateur permanent à l'Union africaine. Il s'agit toutefois du premier observateur permanent consacré entièrement à ce rôle, qui était avant partagé avec celui d'ambassadeur de l'Éthiopie. Nous pouvons maintenant nous consacrer davantage aux enjeux, et créer des réseaux fondés uniquement sur l'approche panafricaine dans le cadre de nos interactions, non seulement avec les États membres, mais aussi avec la Commission et avec l'Union africaine à titre d'organisme politique, et non uniquement à titre d'organisme technocratique.

Notre ambassadeur a consacré beaucoup de temps à échanger avec les représentants des États membres africains et avec les représentants de l'Union africaine. Nous pouvons donc avoir une vue détaillée des perspectives de l'Union africaine en tant qu'organisme et en tant que mouvement politique, connaître les enjeux auxquels font face les États individuels et savoir comment ils souhaitent que l'Union africaine les règle.

L'hon. Robert Oliphant: J'aimerais aborder la question du conflit.

La Bibliothèque nous a présenté quelques cartes de la région conflictuelle — et je remercie les analystes pour les notes qu'ils ont préparées — et j'espère que les représentants ministériels les ont consultées.

Je voulais donner l'occasion au major-général de nous parler un peu plus en détail de l'initiative Elsie. J'ai participé récemment au Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique. L'un des moments les plus touchants a été la célébration de l'initiative Elsie, qui était vraiment unique. Je sais que ma collègue, Mme Damoff, travaille aussi au Ghana.

Pourriez-vous nous en parler un peu plus?

Le président: Pouvez-vous répondre en 25 secondes, s'il vous plaît?

Mgén Gregory Smith: Je vais répondre très rapidement, monsieur le président, et ma collègue pourra poursuivre.

Je suis d'accord avec vous: c'est touchant de voir ces efforts pour accroître la participation des femmes au maintien de la paix. Je vais laisser ma collègue vous parler des statistiques sur le retour à la paix en période d'insécurité; c'est très beau à voir.

Je vais céder la parole à ma collègue, qui pourra vous en dire plus.

Le président: Très rapidement, s'il vous plaît.

Mme Caroline Delany (directrice générale, Direction générale de l'Afrique Australe et de l'Est, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): J'allais donner l'exemple de la Zambie et de son partenariat avec la police pour le maintien de la paix. Le nombre de femmes policières en Zambie est très élevé, mais avant la mise en oeuvre de l'initiative Elsie, elles n'arrivaient pas à passer les examens requis pour prendre part aux missions de maintien de la paix.

Leur taux de réussite est aujourd'hui très élevé. Je crois que c'est près de 100 %, ce qui a grandement changé la donne pour les policières zambiennes et leur capacité de participer à ces missions.

• (1735)

Le président: Monsieur Oliphant, vous n'avez malheureusement plus de temps. Merci.

Nous allons maintenant entendre M. Bergeron. Vous disposez de deux minutes et demie. Allez-y.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: J'aimerais revenir à la question qui a été posée par notre collègue M. Epp.

J'ai senti que vous aviez tenté de nous convaincre que le Canada était très actif en Afrique. Pourtant, de votre propre aveu, ce n'est pas le cas. En effet, dans le document de travail d'Affaires mondiales Canada sur l'avenir de la diplomatie, il est écrit que « l'Afrique demeure le continent dont les perspectives de croissance économique sont les plus prometteuses et où le Canada reste sous-représenté ».

D'ailleurs, une seule des 10 plus grandes missions diplomatiques du Canada, sur le plan de la taille, se trouve en Afrique, soit à Nairobi, au Kenya. D'abord, on pourrait se demander pourquoi on a choisi le Kenya, mais aussi pourquoi il n'y en a qu'un en Afrique et pourquoi il y a si peu de représentation diplomatique.

En outre, sur le plan de la coopération économique, nous avons conclu des accords de libre-échange avec les pays d'Amérique du Nord, d'autres pays des Amériques, des pays d'Europe, des pays de l'Indo-Pacifique, mais aucun avec un pays de l'Afrique.

Qu'est-ce qui explique ce manque d'intérêt apparent à l'égard de l'Afrique?

[Traduction]

Mme Cheryl Urban: Je vais commencer, puis je céderai la parole à mes collègues. Je vais commencer par la deuxième question concernant le commerce.

Je pense que le nerf de la guerre en ce moment dans la région est la zone de libre-échange continentale africaine, mais elle en est à ses balbutiements. Nous devons lui donner le temps de se développer. Il y a des éléments importants, et certains pays doivent emboîter le pas. Ce sera prometteur pour les Canadiens. Je pense que c'est dans cette optique que nous devons entrevoir le commerce: une zone continentale africaine de libre-échange à l'échelle du continent.

Je dirais aussi qu'il y a des exemples de leadership canadien en ce qui a trait à notre présence actuelle et à celle que nous avons eue. Il y a des endroits où nous avons eu une incidence disproportionnée. Je pense notamment au décès récent du très honorable Brian Mulroney et aux interventions canadiennes en Afrique du Sud, et à notre rôle important à cet égard.

Nous avons investi dans d'autres pays également, où nous avons eu une grande incidence. Je pourrais peut-être demander à mes collègues de vous donner des exemples concrets de ce que nous avons fait.

Le président: Je suis désolé, mais il ne vous reste que 15 secondes. Merci.

Mme Caroline Delany: Puisque le député a parlé du Kenya, je tiens à souligner que le pays est un joueur régional important en Afrique de l'Est et sur le continent, notamment en ce qui a trait aux défis mondiaux comme les changements climatiques.

L'une des raisons pour lesquelles Affaires mondiales assure une présence importante dans la région, c'est que le ministère reconnaît le rôle de premier plan du Kenya et les possibilités de travailler en collaboration avec le pays, non seulement dans le domaine du développement — par l'entremise de l'enseignement et de la formation professionnels techniques agricoles pour les emplois et l'égalité des sexes —, mais aussi pour les possibilités d'emploi et les possibilités économiques pour les sociétés canadiennes, dans les domaines de la TIC et des technologies propres, par exemple.

Le président: Merci.

Nous allons maintenant entendre Mme McPherson.

Vous disposez de deux minutes et demie; allez-y.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie également les témoins pour leurs commentaires, qui sont très intéressants.

Je ne dispose que de deux minutes et demie et j'aimerais comprendre comment vous répondez aux situations de conflit. Je vais utiliser le Soudan à titre d'exemple, parce que la situation y est urgente.

Madame Urban, je sais que la ministre a promis 40 millions de dollars d'aide humanitaire au Soudan en juin 2023, je crois. Combien de fonds ont été octroyés jusqu'à maintenant?

Mme Cheryl Urban: Je demanderais à ma collègue, Mme Delany, de répondre à cette question. Elle est responsable des questions relatives au Soudan.

Mme Heather McPherson: Combien de fonds ont été octroyés sur le terrain?

Mme Caroline Delany: Je ne travaille pas dans le secteur humanitaire, mais je me risquerais à dire que, comme il s'agissait d'un engagement pour l'exercice 2023-2024, qui est terminé, tous les fonds ont été engagés.

Mme Heather McPherson: Pourriez-vous vérifier et nous le confirmer?

Mme Caroline Delany: Tout à fait.

Mme Heather McPherson: J'ai une autre question. Je ne sais pas exactement à qui elle s'adresse, mais nous savons que la communauté de Canadiens d'origine soudanaise a demandé que des sanctions soient prises contre les responsables du conflit au Soudan. Pourquoi n'ont-elles pas été prises? Pourquoi n'utilisons-nous pas notre régime de sanctions dans ce cas-ci?

Mme Caroline Delany: Nous tenons compte de tous les outils à notre disposition pour répondre à une situation comme celle du Soudan. Les sanctions sont l'une des mesures qui sont prises en compte.

Mme Heather McPherson: Pourriez-vous me donner plus de détails? Il me semble que nous sommes très rapides et rigoureux en ce qui a trait à la désignation et à l'application des sanctions en Russie, par exemple, alors il est difficile de comprendre pourquoi de telles sanctions ne sont pas mises en oeuvre au Soudan. À quoi ressemble le processus?

• (1740)

Mme Caroline Delany: Le processus est mené par d'autres secteurs du ministère. Il s'agit d'un processus très exhaustif qui nécessite la collecte de données probantes et de renseignements pour démontrer que ces décisions correspondent aux lois canadiennes en

matière de sanctions. Il faut donc du temps en vue de désigner les cibles, de recueillir les renseignements et de voir ce que les pays aux vues similaires font, et aussi pour faire des recommandations et veiller à ce que nous ayons les données probantes à l'appui de ce que nous proposons.

Mme Heather McPherson: J'espère que ce travail est en cours, parce que je sais que de nombreuses personnes veulent que nous exerçons de telles sanctions et se demandent pourquoi nos politiques étrangères et notre approche à l'égard des sanctions Magnitski ou du régime de sanctions s'appliquent différemment selon les divers contextes.

Mon autre question, et je sais qu'il ne me reste plus beaucoup de temps...

Le président: Vous n'avez plus de temps, madame McPherson, malheureusement.

Nous allons maintenant entendre M. Kurek.

Vous disposez de cinq minutes. Allez-y.

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Je vous remercie beaucoup.

Je remercie nos témoins d'être avec nous aujourd'hui.

L'aide et le soutien d'autres acteurs mondiaux peuvent souvent être utilisés et, comme quelqu'un l'a laissé entendre, instrumentalisés à des fins politiques. Dans le cas de l'Afrique plus précisément, nous voyons la Russie offrir son aide et annuler des dettes importantes pour y élargir sa sphère d'influence, mais il y a aussi la Chine, et je dirais qu'il s'agit souvent d'investissements stratégiques.

Je me demande simplement si vous pouvez nous dire ce que le Canada peut faire pour s'assurer que l'on garde cela à l'esprit dans les discussions que nous avons actuellement sur l'aide et le développement en Afrique.

Mme Cheryl Urban: Je vais vous en dire un peu plus sur les activités de la Russie et de la Chine sur le continent, et sur les corrélations avec les activités que nous entreprenons.

Nous savons que la Russie est en train de développer ses relations avec des pays africains. Elle a organisé un sommet Russie-Afrique, et divers dirigeants africains y ont participé. Elle fournit des armes et s'est taillé une place en offrant des services de sécurité aux régimes. C'est aussi une source de désinformation, et un certain nombre de dirigeants africains sont très préoccupés par la désinformation qui circule dans leur pays, et qui peut parfois mener à un sentiment anti-occidental.

De plus, Lavrov s'est rendu à quelques reprises sur le continent, et la Russie utilise aussi l'influence des services de sécurité du groupe Wagner.

Le Canada a des programmes qui ciblent précisément la désinformation, par exemple, et nous sommes conscients que...

M. Damien Kurek: Je suis désolé de vous interrompre. C'est difficile quand on dispose de si peu de temps, mais il semble — surtout quand on pense aux sommes investies et aux investissements stratégiques que font des pays comme la Chine — que nos efforts soient éclipsés par beaucoup d'autres acteurs pour qui les intérêts économiques et en matière de sécurité du Canada n'ont assurément pas d'importance.

Je veux passer à un autre sujet, car j'en ai trois que j'espère aborder ici.

En ce qui concerne les crises humanitaires, je sais qu'il en existe d'importantes en Afrique, y compris les troubles au Cameroun et les millions de personnes déplacées au Nigéria à cause de la crise provoquée par Boko Haram. Les taux de mortalité maternelle montent en flèche, même s'il y a eu, pendant un temps, de l'excellent travail de fait au Soudan du Sud, au Tchad, au Nigéria, en Sierra Leone et ailleurs. Que fait-on pour aider à résoudre certains de ces problèmes concrets et pour veiller à ce que le soutien financier que les contribuables canadiens apportent aux Africains aide réellement les gens sur le terrain et ait des retombées positives directes?

J'espère que vous pourrez répondre en une minute environ, car j'ai une autre petite question.

Mme Cheryl Urban: Nous avons divers outils dans notre boîte à outils. Nous utilisons nos initiatives d'aide internationale et nos activités diplomatiques.

Je vais prendre l'exemple du Soudan. Nous constatons que la participation de la société civile est un des éléments essentiels pour aider à régler les problèmes dans ce pays. Le Canada concentre donc ses efforts sur la diplomatie et sur l'aide internationale pour soutenir la société civile.

Je ne sais pas si vous voulez ajouter quelque chose.

[Français]

M. Marcel Lebleu: Je vais être bref, monsieur le président.

L'an dernier, le Canada a octroyé 350 millions de dollars à ses partenaires de confiance multilatéraux, afin qu'ils puissent affronter ces crises.

Je parle simplement d'aide humanitaire, mais il y a effectivement d'autres canaux en matière de prévention des conflits et de l'aide...

• (1745)

[Traduction]

M. Damien Kurek: Je n'aime pas vous interrompre, mais j'aimerais poser une autre petite question. Je vous remercie de cette réponse, et n'hésitez pas à nous faire parvenir plus d'information.

Vous avez dit que la priorité était de soutenir la démocratie. Je sais que le Cameroun, par exemple, a le même président depuis 40 ans. Ceux qui connaissent la région disent que les élections sont une farce. Selon certains rapports, nous avons dirigé un processus pour amener les parties à entamer des pourparlers sur un processus de paix, afin d'apporter une certaine stabilité dans la région.

Je me demande si vous pourriez nous en parler. Que fait-on pour aider à instaurer la démocratie dans un pays qui en a désespérément besoin?

M. Marcel Lebleu: En ce qui concerne le Cameroun, on a effectivement demandé au Canada d'intervenir en tant que médiateur. C'était en 2022. Une série de réunions ont eu lieu ici, au Canada, entre l'opposition et les représentants du gouvernement. Malheureusement, cet exercice de médiation a été rendu public au début de 2023 et le gouvernement du Cameroun a fait marche arrière.

M. Damien Kurek: Je vous remercie.

Le président: Nous passons maintenant à Mme Chatel.

Vous avez cinq minutes.

[Français]

Mme Sophie Chatel (Pontiac, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais revenir brièvement à l'Union africaine.

Avant de me lancer en politique, je travaillais pour des organisations internationales, comme l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'OCDE. J'ai donc pu constater personnellement que l'Union africaine devient un acteur de plus en plus important en ce qui a trait aux réformes internationales. Je dirais même qu'elle est maintenant incontournable.

Je suis très curieuse de savoir comment le Canada peut soutenir cette organisation. Je comprends que nous appuyons son adhésion au G20, ce qui est très louable. Enfin, je sais qu'on a nommé un premier représentant permanent à l'Union africaine.

Pouvez-vous nous parler plus concrètement de la façon dont le Canada soutient cette force pour le continent qui est en train d'émerger?

Mme Susan Steffen: Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Vous avez mis le doigt sur un élément très important de la montée du panafricanisme, non pas le panafricanisme des années 1970, mais un nouveau panafricanisme sous l'égide de l'Union africaine. C'est pourquoi le gouvernement canadien accorde tant d'attention à l'Union africaine en ce moment.

Nous avons soutenu son adhésion au G20, et elle l'a fait. Nous avons proposé de l'aider à définir les modalités de sa participation au G20, l'une des choses très utiles qui se font en arrière-scène. Nous avons tenu un dialogue de haut niveau, comme je l'ai dit — que nous allons répéter en temps voulu — aux niveaux supérieurs de la Commission de l'Union africaine. Nous allons entamer sous peu un dialogue sur la politique de développement — espérons-le à Addis-Abeba — pour discuter des questions de politique de développement d'intérêt commun entre la Commission de l'Union africaine et le gouvernement canadien. Nous avons un dialogue sur la politique commerciale qui est en cours. Il portera sur le statut d'observateur de l'Union africaine à l'OMC et vise à l'aider à améliorer ses capacités à travailler sur les questions de politique commerciale sur tout le continent, en particulier la zone de libre-échange continentale. Le Canada a une vaste expérience des accords de libre-échange et nous pouvons la mettre à profit.

Pour ce qui est du soutien concret, nous en sommes actuellement à notre troisième subvention générale à la Commission de l'Union africaine pour soutenir son plan d'action et son programme. Nous soutenons également des organisations qui soutiennent l'Union africaine de l'extérieur, dont l'une joue un rôle très important pour établir, comme nous en avons parlé, les fondements de la nouvelle Afrique. Le Centre africain de politique commerciale soutient la zone de libre-échange continentale, et le Global Green Growth Institute aide la Commission de l'Union africaine à mieux travailler pour obtenir plus directement du financement lié aux changements climatiques.

[Français]

Mme Sophie Chatel: Vous venez de parler du financement des mesures de lutte contre les changements climatiques, ce qui est très important. Je pense que le continent africain sera l'un des plus touchés par les changements climatiques, qui vont entraîner d'autres conflits et des difficultés économiques.

Comment peut-on intervenir pour augmenter la résilience climatique sur le continent?

• (1750)

[Traduction]

Mme Cheryl Urban: Je vais répondre en vous donnant quelques exemples. Nous avons d'excellents projets en cours pour aider les pays africains à jouer un rôle de chef de file dans la lutte contre les changements climatiques. Certains sont menés dans le cadre de partenariats avec la Banque africaine de développement, comme le mécanisme de financement des engrais, que nous avons annoncé récemment, et le fonds fiduciaire multidonateurs pour les risques de catastrophes.

En ce qui concerne les changements climatiques, le Canada a récemment doublé son engagement financier à l'égard de la lutte contre les changements climatiques. Nous en faisons aussi davantage dans quelques domaines très importants pour nos homologues africains. Il ne s'agit pas seulement d'atténuation, mais aussi d'adaptation. Je pense que le travail avec les pays africains sur les changements climatiques devrait être axé sur l'adaptation, ainsi que sur la biodiversité, et les pays africains s'y prêtent très bien.

J'ajouterais que la transition énergétique équitable est une initiative très importante, et il y a des initiatives en cours, y compris en Afrique du Sud, dans ce domaine. C'est absolument essentiel dans ce contexte en raison de leurs problèmes d'énergie.

Le président: Nous revenons maintenant à M. Epp.

Vous disposez encore de cinq minutes.

M. Dave Epp: Je vous remercie, monsieur le président.

Neuf des dix pays qui se classent aux derniers rangs selon l'indice du développement humain se trouvent en Afrique. Quels en sont les principaux facteurs?

Pourquoi les pays subsahariens sont-ils si pauvres, et pourquoi le sont-ils depuis si longtemps, malgré les efforts non seulement des Canadiens, mais de beaucoup d'autres?

Mme Cheryl Urban: Il y a beaucoup de raisons, mais je dirais que l'une d'elles qui pèse très lourd pour les pays africains, c'est d'avoir un passé colonial. Certaines répercussions actuellement découlent de la colonisation, qui a profondément marqué leur économie. Par exemple, bon nombre de ces pays, après avoir obtenu leur indépendance, se sont retrouvés à exporter des matières premières, mais sans faire de production, sans fabriquer de produits, ce qui limitait beaucoup le développement de leur économie.

Il y a aussi le fait que de nombreux pays africains ont des modèles de gouvernance... En fait, les démocraties en Afrique sont relativement récentes, car les pays en sont au stade de la post-indépendance. Après l'indépendance, nombre de ces démocraties ont été à parti unique au début, puis sont devenues des démocraties multipartites. Ils essaient de se développer en remontant la pente et en traînant un passé qui ne leur a pas facilité la tâche.

J'ajouterais que les changements climatiques ont une incidence disproportionnée sur l'Afrique subsaharienne, même si les pays de cette région contribuent très peu aux changements climatiques.

M. Dave Epp: Vous avez dit que l'approche du Canada maintenant, qui consiste en un engagement plus important avec l'Union africaine, reflète le changement que vous avez décrit — l'éloignement du passé colonial —, et que nous allons aussi passer d'une ap-

proche donateurs-bénéficiaires à une approche axée davantage sur les partenariats.

Cela signifie-t-il que nos canaux de prestation — appelons cela de l'aide, du développement ou peu importe — vont changer? Ils prennent de nombreuses formes — prestation bilatérale, multilatérale, par l'entremise du secteur privé, de gouvernement à gouvernement, etc. Prévoit-on des changements à cet égard?

Mme Cheryl Urban: Je vais commencer par une déclaration générale. Il est utile d'avoir de multiples outils et de multiples canaux, car chacun joue un rôle unique.

Madame Steffen, voulez-vous ajouter quelque chose?

Mme Susan Steffen: C'est ce que j'allais dire.

Il y a de nouveaux outils très intéressants qui sont à la disposition des gouvernements pour travailler de gouvernement à gouvernement et avec le secteur privé. Nous avons un nouvel institut de financement du développement, FinDev, qui possède des outils très intéressants pour travailler avec le secteur privé africain, en collaboration avec le secteur privé canadien, afin de faire progresser la croissance économique sur le continent africain.

Au sein d'Affaires mondiales, nous avons mis au point des outils intéressants en matière de financement novateur et de financement mixte qui visent à attirer du financement privé par l'entremise de nos programmes d'aide au développement.

• (1755)

M. Dave Epp: J'ai parlé avec des organisations de la société civile et des ONG au Canada qui ont des partenaires dans diverses parties du monde, et aussi en Afrique. Elles demandent plus d'aide, plus de fonds de développement et qu'une plus grande part de nos programmes transitent par l'entremise de nos ONG et nos organisations de la société civile établies au Canada vers des organisations partenaires pour deux raisons: pour des raisons d'efficacité et — je vais le dire sans détour — pour réduire le risque de corruption dans les canaux là-bas lorsque cela se passe de gouvernement à gouvernement.

On a avancé l'idée qu'Affaires mondiales préfère parfois utiliser des organisations multilatérales plutôt que des organisations bilatérales ou nos propres organisations parce que c'est moins de travail, très franchement, en ce qui concerne la reddition de comptes. Nous sommes tous en faveur de la reddition de comptes quand il s'agit de l'argent des contribuables canadiens, mais c'est plus de travail pour le gouvernement de s'assurer que cette reddition de comptes existe lorsqu'on ne la transfère pas à une organisation multilatérale.

Que répondez-vous à cela?

Mme Cheryl Urban: Je commencerais par dire que nos partenariats avec les organisations de la société civile canadienne sont extrêmement précieux et absolument importants dans notre boîte à outils, et nous les apprécions vraiment. Cependant, ils ne sont pas la seule façon logique de faire du développement dans certains contextes.

Par exemple, le fait de travailler avec des organisations internationales nous permet de nous rendre dans des endroits très dangereux. Parfois, les organisations des Nations unies sont celles qui disposent de l'infrastructure nécessaire pour mener des activités dans des zones de conflit. De plus, avec certaines organisations internationales, nous pouvons vraiment tirer parti du financement d'autres donateurs ou même si nous... Par exemple, si nous faisons du développement en investissant et en devenant actionnaires d'institutions financières internationales, elles prennent les fonds que nous fournissons, les mettent sur le marché et en tirent plus d'argent. Cet argent supplémentaire permet de faire plus de développement, alors il y a des avantages à le faire.

La dernière chose que je dirai, c'est que nous avons parfois appris — et c'est un exemple tiré de notre programme Voix et leadership des femmes — que la collaboration avec les organisations locales est une façon de travailler avec la base et de stimuler le changement. C'est un autre mécanisme efficace en plus de la société civile canadienne.

Le président: Nous passons maintenant à Mme Damoff.

Vous avez cinq minutes.

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Je voudrais revenir sur l'Initiative Elsie, parce que 30 secondes ne sont pas suffisantes pour lui rendre justice. Je me suis rendue à la Conférence ministérielle des Nations unies sur le maintien de la paix au début du mois de décembre au Ghana. Je dois dire qu'entendre d'autres pays parler de l'initiative Elsie quand on est à l'étranger... Je pense que les Canadiens ne savent même pas de quoi il s'agit, alors que d'autres pays le savent pertinemment. L'initiative existe depuis assez longtemps pour que je remarque que les pays ne l'associent même pas au Canada. On parlait simplement d'une politique mise en place par divers pays. Le Canada avait une exposition qui montrait comment un camp pouvait être conçu pour tenir compte de l'Initiative Elsie, en ayant des toilettes proches de l'endroit où les femmes séjournent et en apportant des changements très simples à l'aménagement du camp.

Pouvez-vous nous parler un peu de l'Initiative Elsie et nous expliquer pourquoi elle est si importante pour le maintien de la paix, en particulier pour d'autres pays? Vous n'avez pas eu le temps de répondre correctement tout à l'heure.

Mgén Gregory Smith: Je vais commencer, et peut-être que mes collègues voudront intervenir et dire des choses plus intelligentes.

Je suis dans une position désavantageuse, car je n'ai jamais participé aux nombreuses visites que les gens font. J'ai aussi entendu de très bons commentaires sur les façons d'encourager plus de femmes à participer aux opérations de maintien de la paix. Comme vous pouvez l'imaginer, les activités de maintien de la paix nécessitent habituellement des interactions avec la population, et les femmes en constituent au moins 50 %. Alors plutôt que d'avoir des gens comme moi dans des uniformes, qui ont l'air effrayants, etc., nous avons des femmes qui peuvent les approcher. C'est un modèle très efficace. Il permet le dialogue. Il permet l'interaction.

Je suis d'accord avec la députée et ce qu'elle a dit au sujet de quelques aménagements de base que l'on peut faire pour encourager davantage de femmes à participer aux opérations de maintien de la paix dans les forces armées. Permettre à plus de femmes de partici-

per à ces opérations est une bonne façon de procéder pour en accroître le succès.

Mme Caroline Delany: Je pense que le général a couvert une grande partie du sujet. En fait, l'objectif est double. Il s'agit d'une part d'accroître la participation des femmes au maintien de la paix, et d'autre part, de comprendre les obstacles qui peuvent les empêcher d'y participer.

Dans votre question, vous avez parlé de l'aménagement des camps. C'est un élément extrêmement important pour la sécurité des femmes. Lorsqu'il n'est pas pris en considération, cela peut constituer un obstacle à leur participation.

Dans d'autres cas, comme dans l'exemple que j'ai donné plus tôt à propos de la Zambie, il peut s'agir d'un simple problème de formation et de capacité. Grâce à des efforts ciblés pour déterminer les lacunes à cet égard, une formation pourrait être dispensée pour les combler et faire en sorte que les femmes sont mieux à même de réussir les examens.

Bien sûr, en fin de compte, il s'agit de prendre conscience que la paix et la sécurité concernent tous les sexes. Pour avoir des missions de maintien de la paix qui répondent mieux aux besoins tant des femmes que des hommes, une plus grande participation des femmes est extrêmement importante pour pouvoir comprendre leurs besoins particuliers en matière de paix et de sécurité.

• (1800)

Mme Pam Damoff: L'autre chose qui m'a frappée, c'est qu'il n'y a pas de solution unique. Chaque pays, en fonction de sa situation, fait les choses à sa façon en visant le même objectif. Les pays n'ont pas tous à suivre le même modèle, n'est-ce pas?

Mgén Gregory Smith: Je peux intervenir ici. Le terme exact m'échappe, mais il existe une étude sur les obstacles à l'augmentation du nombre de femmes dans les opérations de maintien de la paix. J'approuve l'idée selon laquelle il pourrait y avoir des raisons culturelles ou physiques qui les en empêchent. Nous avons aidé quelques pays à réaliser une étude: quels sont les obstacles à une plus grande participation des femmes et quelles sont les façons de les éliminer, afin de voir plus de femmes dans les opérations de maintien de la paix? Comme on l'a dit, c'est une très bonne façon d'accroître le succès de ces opérations.

Mme Pam Damoff: Madame Urban, il ne me reste pas beaucoup de temps, mais dans votre réponse à la Dre Fry, vous avez parlé de la santé des femmes et de nos investissements. J'ai eu l'occasion de voir une des cliniques lorsque j'étais au Ghana récemment. Pourquoi est-il important de s'occuper de la santé des femmes, y compris leur santé génésique, à ces cliniques?

Mme Cheryl Urban: Vous pouvez regarder les chiffres. Ils sont très choquants pour ce qui est de la santé des femmes. Les taux de mortalité maternelle sont exorbitants. Nous savons que le taux de natalité dans certains pays d'Afrique est de six. Je reviens d'ailleurs tout juste du Bénin et de la Côte d'Ivoire, et les femmes ont six enfants en moyenne. C'est une véritable menace pour elles. Je mentionne aussi que 70 % des cas de mortalité maternelle dans le monde sont en Afrique subsaharienne. C'est un chiffre consternant.

La santé est une de nos priorités dans nos investissements. Nous investissons grandement dans ce domaine, surtout pour les femmes et les filles. Cela comprend la santé et les droits sexuels et reproductifs. Cela rend possible la planification des naissances. Cela permet aux femmes de comprendre leurs droits, même du point de vue des droits de la personne.

Le président: Je regrette, mais votre temps est écoulé.

Nous passons maintenant à M. Bergeron pour deux minutes et demie.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le Canada est privilégié d'avoir comme langues officielles les deux seules langues qui sont parlées sur tous les continents de la planète.

Au moins 22 pays africains ont le français comme langue officielle, et le français est la langue qui devrait connaître la plus forte croissance au cours des cinquante prochaines années.

Le Canada s'y prépare-t-il en conséquence dans le cadre de sa stratégie, de son cadre ou de son approche sans nom concernant l'Afrique?

[Traduction]

Mme Cheryl Urban: Je pense que c'est un des liens interpersonnels et des liens culturels les plus importants que nous avons avec le continent. J'ai mentionné que nous faisons partie de la francophonie, mais nous avons aussi des relations très importantes... C'est en partie grâce à nos liens linguistiques.

Je vais utiliser un exemple. J'ai dit que je reviens de la Côte d'Ivoire. Là-bas, notre ambassadeur déploie activement des efforts avec le gouvernement du Québec, qui a de nombreux groupes culturels et commerciaux qui visitent le pays et qui souhaitent y faire des affaires. Notre ambassadeur aide ces entreprises et ces personnes de la province et travaille avec le gouvernement afin d'offrir des séances d'information et des renseignements. C'est un exemple parmi d'autres.

Il y a pour nous des moyens très concrets de tirer parti de nos liens linguistiques afin de renforcer les relations.

Je vais céder la parole à notre collègue.

[Français]

M. Marcel Lebleu: Monsieur le président, j'aimerais ajouter que, effectivement, nous ne sommes pas en train de nous préparer, nous sommes déjà en train de mettre en œuvre des mesures et de travailler à ce filon.

Je vais donner l'exemple concret de l'éducation. Le Canada travaille avec les provinces. Nous avons des mécanismes de concertation. Nous organisons des forums. Depuis 10 ans, le nombre de visas délivrés aux étudiants africains a augmenté d'environ 350 %. C'est énorme.

Il reste encore beaucoup de travail à faire. Encore beaucoup de visas sont refusés. Cet apport d'étudiants est vital.

• (1805)

M. Stéphane Bergeron: C'est particulièrement le cas du côté des étudiants africains francophones.

M. Marcel Lebleu: Oui. Je reconnais ce fait, et j'ai vu beaucoup d'articles dans les journaux à ce sujet. Les chiffres tendent à le démontrer. Je vais laisser mes collègues d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada répondre à cette question.

Cela étant dit, nous constatons que beaucoup d'établissements d'enseignement québécois, surtout en région, dépendent de cet apport d'étudiants pour assurer leur survie. Pensons à l'Université du

Québec à Rimouski, à l'Université du Québec à Chicoutimi et à l'Université du Québec à Trois-Rivières. De plus, le gouvernement canadien fait un effort particulier pour amener ces étudiants francophones à l'extérieur du Québec, où le fait français est minoritaire. Il y a donc un effet ciblé, spécifique.

J'ajouterai que, l'an dernier, le gouvernement a annoncé le programme Bourses canadiennes de développement international 2030, soit un programme de 80 millions de dollars répartis sur huit ans. Ce programme couvre 26 pays. Ce sont tous des pays africains à l'exception d'Haïti. Tous les bénéficiaires sont Africains. Grâce à ce programme, nous appuyons non seulement les boursiers...

[Traduction]

Le président: Monsieur Bergeron, j'ai bien peur que votre minute soit écoulée. Je dois donc vous interrompre. Je suis désolé.

Nous passons maintenant à Mme McPherson.

Vous avez deux minutes et demie.

Mme Heather McPherson: Deux minutes et demie, c'est très peu de temps, mais si vous aviez autre chose à ajouter pour le Comité, vous pourriez peut-être le faire par écrit.

Merci.

Je veux approfondir certaines des questions que M. Epp a posées. Certaines de ces questions étaient très intéressantes. Elles étaient excellentes, monsieur Epp.

Je m'intéresse notamment à l'aide publique au développement puisque j'ai travaillé dans le domaine. Je défends depuis longtemps la cible de 0,7 %. Dans l'ensemble, je suis déçue par le niveau de dépenses du Canada en ce qui a trait à l'aide publique au développement. Je pense que nous nous situons à 0,31 %. De toute évidence, lorsque nous voyons des augmentations des dépenses de défense... Cela ne se limite pas à ces augmentations. Nous entendons maintenant le gouvernement dire — ou il le laisse entendre — qu'il pourrait y avoir, dans les faits, d'autres compressions dans le prochain budget.

Quel pourcentage de notre aide publique au développement consacrons-nous au continent africain? Pouvez-vous également ventiler un peu les chiffres pour moi et me dire combien de ces fonds sont remis à des organisations canadiennes, ainsi qu'aux organisations multilatérales ou bilatérales... et quel montant est remis à FinDev Canada ou à ces partenariats public-privé?

Mme Cheryl Urban: Je vais vous transmettre par écrit l'information ventilée, mais nous avons certains chiffres ici.

Mme Susan Steffen: Nous pouvons parler de l'aide publique au développement — y compris de tous les mécanismes — qui est offerte à l'Afrique. Nous parlons souvent de l'Afrique subsaharienne à cause de notre structure administrative, mais pour les besoins du Comité, cela couvre l'ensemble du continent. Soixante-quatre pour cent de l'aide publique au développement est remise à des organisations canadiennes et 10 % à des organisations étrangères, c'est-à-dire à des organisations locales de la société civile, à des gouvernements en qui nous avons confiance pour faire ce genre de travail ou à d'autres organisations comme celle dont j'ai parlé, le Global Green Growth Institute.

Mme Heather McPherson: Ce serait formidable pour nous si vous pouviez fournir toute cette information par écrit pour que nous puissions l'insérer dans notre rapport.

Très rapidement, si nous voyons effectivement des compressions dans le budget, je suppose qu'il y aurait une incidence sur notre financement en Afrique. Quelles pourraient être certaines des répercussions sur nos programmes là-bas?

Mme Cheryl Urban: Je ne peux pas émettre d'hypothèses là-dessus.

À l'heure actuelle, le gouvernement du Canada s'est engagé à accorder la moitié de son aide internationale bilatérale à l'Afrique subsaharienne. On observe une hausse. Au cours des quatre dernières années, le montant que le gouvernement du Canada consacre au développement en Afrique subsaharienne a augmenté de 54 %. La tendance est positive.

Mme Heather McPherson: Si vous pouviez fournir tout cela par écrit, ce serait formidable.

Le président: Votre temps est malheureusement écoulé, madame McPherson. Vous l'avez dépassé de 30 secondes. Merci.

Avant de passer aux deux derniers intervenants, plaît-il à tous les membres du Comité de faire un dernier tour de trois minutes par parti?

Oui? D'accord. Nous passons maintenant à M. Aboultaif.

Vous avez cinq minutes.

M. Ziad Aboultaif: Merci, monsieur le président.

Pendant cette première réunion consacrée à l'étude, on a beaucoup parlé des choses sur lesquelles l'accent était mis, et la concurrence est forte.

La Russie et la Chine ne cognent pas à la porte: elles sont déjà à l'intérieur. Elles font des affaires, effectuent un travail de développement et se concentrent beaucoup sur la région pour les raisons stratégiques que nous connaissons tous.

Dans ce cas-ci, le rôle du Canada ne peut pas être limité, mais avec ce que nous offrons et ce que nous avons en main, nous devons nous concentrer sur certaines choses à l'échelle régionale ou nationale, ou sur une relation de longue date qui pourrait nous fournir un point d'accès, pour pouvoir au moins être efficaces et changer la donne compte tenu de tout ce qui se fait et de tous les acteurs dans la région.

S'il revient au ministère de choisir, quel sera notre choix? Allons-nous choisir un pays, une région ou une industrie? Que devons-nous faire pour assurer l'efficacité du Canada en Afrique?

• (1810)

Mme Cheryl Urban: Je pense que le plus important lorsque nous réfléchissons à la façon pour le Canada d'avoir le plus grand effet possible et de défendre ses intérêts, c'est l'analyse en cours qui consiste à examiner les forces du Canada pour ensuite les combiner avec ses intérêts afin de voir où cela nous mène.

L'autre point que je soulèverais, c'est que lorsque nous pensons à l'engagement du Canada sur le continent, nous devrions le faire en tant que partenaires d'autres pays du G7. Nous pouvons faire beaucoup de choses en tant que membres d'un groupe.

Je vais vous donner un exemple. Dans le cadre de son travail avec le G7, le Canada est membre de ce qui s'appelle le Partenariat pour les infrastructures mondiales et l'investissement, qui est un groupe de travail sur les investissements et l'infrastructure. Vous avez parlé de l'influence de la Chine. Le pays exerce notamment

son influence en Afrique en investissant massivement dans l'infrastructure, mais les pays du G7 répliquent en faisant leurs propres offres pour bâtir des infrastructures de qualité, et le Canada participe à cette initiative.

Ce sont les initiatives de ce genre en partenariat puis l'examen des forces du Canada qui nous permettront de déterminer la meilleure approche à adopter.

M. Ziad Aboultaif: Dans ce contexte, comment pouvons-nous encore une fois avoir un effet lorsque nous savons que la situation géopolitique laisse à désirer? La sécurité est un facteur dans tous les projets de développement et d'affaires. À ce stade-ci, comment procédons-nous — ou comment allons-nous procéder — face à la Chine et à la Russie pour pouvoir mener les activités qui s'imposent avec l'Afrique? Quand je parle d'« activités », cela englobe le développement ainsi qu'une approche économique et commerciale.

Mme Cheryl Urban: Je pense qu'il faut des partenariats stratégiques. Je pourrais peut-être demander à notre collègue de parler du Sahel, car je crois que c'est un bon exemple de pays qui nous permettraient de nous positionner de la meilleure façon possible dans la région.

[Français]

M. Marcel Lebleu: En ce qui a trait au Sahel, lorsqu'on pense à l'ingérence russe, on pense immédiatement au Burkina Faso, au Mali et au Niger, où le secteur minier revêt un grand intérêt économique. Nous sommes donc très préoccupés. Nous avons vu cette influence par l'entremise du groupe Wagner, qui est maintenant Africa Corps. Les services et les choix de ces pays sont issus de coups d'État. Ce sont des gouvernements non démocratiques.

Toutefois, le Canada a décidé de maintenir sa présence dans ces pays, notamment pour aider les plus démunis. Les programmes d'aide humanitaire ont continué, dans la mesure où nous étions certains que les flux financiers ne transitaient pas par le gouvernement. Les aides budgétaires à ces gouvernements ont été immédiatement suspendues, dans le cas du Mali et du Burkina Faso. Nous continuons de mettre en œuvre les projets qui avaient déjà été approuvés, mais, essentiellement, ces projets visent à aider les couches les plus démunies de la population. Dans certains cas, ce sont des gens déplacés à l'intérieur du pays. L'essentiel du portefeuille de projets, puisqu'on parle des endroits où on peut changer les choses, est lié à la prestation de services de santé et d'aide humanitaire, et nous les réalisons par l'entremise de notre politique féministe d'aide internationale.

[Traduction]

M. Ziad Aboultaif: Laissez-moi vous aider un peu. Prenons le Nigeria, où la population va doubler d'ici 2050, si nos chiffres sont exacts.

Le Canada peut-il se concentrer sur le Nigeria, par exemple? Je crois que c'est un pays francophone et anglophone.

Dans le programme du ministère, le plan est-il de se concentrer sur un seul marché.

• (1815)

Mme Cheryl Urban: Très brièvement, je mentionne que nous avons une présence diplomatique dans la capitale, ainsi qu'à Lagos. À Lagos, on se concentre surtout sur le commerce... dans la capitale, c'est surtout sur la diplomatie et les relations...

Nous travaillons aussi avec le Nigeria dans le contexte de situations régionales et de la perte écologique, mais je vais demander à notre collègue d'en dire plus à ce sujet.

[Français]

M. Marcel Lebleu: Très rapidement, j'ajouterais que...

[Traduction]

Le président: Le temps est malheureusement écoulé.

Merci.

Nous passons maintenant à M. Alghabra. Vous avez cinq minutes.

L'hon. Omar Alghabra (Mississauga-Centre, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins de s'être joints à nous.

Depuis quelques années, on retrouve en Afrique certains pays où la croissance économique est la plus rapide. Madame Urban, vous avez dit dans vos observations que de nombreuses occasions s'offrent aux Canadiens, aux entreprises et aux travailleurs du Canada.

Lorsque j'étais secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, je me suis rendu en Afrique du Sud et j'ai rencontré des entrepreneurs. L'un d'eux était un fabricant d'acier qui démarrait, à l'époque, une entreprise au Canada.

Je lui ai demandé quel processus il a suivi pour choisir ce secteur d'activité et un investissement au Canada. Sa réponse était simple. Il a dit qu'il a songé aux États-Unis et à l'Australie, mais qu'il a plutôt choisi le Canada. C'était surtout à cause du Service des délégués commerciaux et de la façon dont il a pu répondre à ses questions et lui fournir de l'information rapidement, efficacement et d'une manière attrayante, ce qui a aidé le propriétaire d'entreprise à prendre cette décision.

J'aimerais que vous nous parliez du travail effectué par notre Service des délégués commerciaux et des rôles qu'il assume actuellement pour appuyer les entreprises ainsi que des occasions à saisir.

[Français]

M. Marcel Lebleu: Je vous remercie de cette question; je l'aime beaucoup.

J'ai travaillé 20 ans avec les entreprises, en tant que délégué commercial.

[Traduction]

Je fais un peu partie de l'organisme.

Le Service a été créé il y a plus de 125 ans. Notre présence en Afrique est relativement limitée.

[Français]

Nous avons des bureaux dans les pays les plus importants, soit au Ghana, bien sûr, en Afrique du Sud, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, mais aussi au Sénégal et dans quelques pays de l'Afrique de l'Est.

Essentiellement, nous voulons nous assurer que les entreprises canadiennes ont accès à des réseaux de distribution et à des fournisseurs de qualité et qu'elles connaissent la loi et nos attentes en matière de conduite des entreprises.

En ce qui a trait à l'Afrique, la plupart de nos investissements sont dans le secteur minier, ce qui, en soi, est un défi. Il y a beaucoup de défis liés à ce secteur, ici, au Canada, mais aussi à l'échelle internationale. Pour ce qui est des relations avec les communautés locales, nous travaillons beaucoup à la question de la responsabilité sociale de l'entreprise.

Le volet de l'investissement est moins important en Afrique, parce que cette dernière exporte très peu de capitaux. Cela dit, nous serons heureux de travailler avec tout investisseur africain qui voudrait investir au Canada.

Pour terminer, j'aimerais parler d'un pilier dont on a très peu fait mention: les accords qui permettent la mise en place d'un contexte d'affaires propice pour les entreprises canadiennes. Nous n'avons pas beaucoup d'accords de libre-échange, mais nous mettons en place des accords de protection des investissements. À court terme nous allons notamment négocier de tels accords avec le Nigeria. De plus, il y a plusieurs autres pays dans lesquels nous investissons beaucoup dans le secteur minier.

[Traduction]

L'hon. Omar Alghabra: Pour donner suite à cette réponse, j'aimerais savoir si vous pouvez nous faire des suggestions.

Nous allons conseiller le gouvernement. Quel genre de recommandations devrions-nous lui présenter pour mettre en évidence le Service des délégués commerciaux en Afrique?

[Français]

M. Marcel Lebleu: Dans le cadre de nos consultations, nous avons beaucoup consulté le secteur privé. Nous voulons ultimement préparer un document qui sera présenté à nos dirigeants politiques. Nous avons reçu plusieurs commentaires, par exemple au sujet d'une couverture partielle des marchés. La présence canadienne du Service des délégués commerciaux est partielle, en Afrique. Nous n'avons pas de délégués commerciaux dans toutes nos ambassades. Si plus de ressources sont mises à notre disposition, nous en serons heureux.

Cependant, il n'y a pas que cela. Il y a aussi toute la question du financement. Je sais que le Comité et le Comité permanent du commerce international parlent beaucoup des rôles des autres agences, comme Exportation et développement Canada en tant qu'assureur et comme élément financier.

De plus, on a beaucoup parlé de notre rôle auprès des banques multilatérales, comme la Banque africaine de développement. Par le passé, elle a été un marché important pour nos entreprises, mais elle l'est moins aujourd'hui. Depuis toujours, nous avons un directeur général qui est en poste à Abidjan, auprès de la Banque africaine de développement, qui représente nos intérêts et ceux d'autres pays, si je ne me trompe pas.

Enfin, FinDev Canada va pouvoir soutenir le secteur privé canadien.

• (1820)

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Lebleu.

Nous allons commencer le dernier tour. Les députés auront chacun trois minutes à leur disposition. S'ils dépassent le temps alloué, nous allons devoir les interrompre.

Nous allons commencer par M. Aboultaïf.

Vous avez trois minutes, monsieur.

M. Ziad Aboultaif: Merci.

Sur le plan économique, il est plus souhaitable de faire affaire avec la Chine dans la région. Le pays est plus dynamique. Il dépense de l'argent ici et là. Dans la région, que la véritable concurrence se fasse au moyen d'une diplomatie basée sur l'argent ou de la force économique du pays, que faisons-nous pour au moins garder notre part du marché à tous les niveaux?

Il faut de la magie dans ce dossier. J'aimerais connaître la direction prise par le ministère dans ce dossier, et savoir comment il va préserver au moins une partie de ce que j'appelle notre part du marché.

Mme Cheryl Urban: Je pense que les entreprises canadiennes sont souhaitables dans les pays africains. Leur réputation est connue dans ces pays, et je pense que l'on voit d'un bon œil les investissements canadiens.

J'ai une statistique renversante à propos de la Chine. Une diminution de l'ordre de 1 % du PIB de la Chine mène à un ralentissement de 2,25 % de la croissance en Afrique subsaharienne au cours d'une année. C'est étroitement lié.

M. Ziad Aboultaif: Pouvez-vous nommer un programme du gouvernement fédéral pour aider le secteur privé à se rendre en Afrique pour y mener des activités et investir?

Mme Cheryl Urban: Notre collègue vient tout juste de dire que nous utilisons un éventail d'outils pour aider les entreprises canadiennes à se rendre sur place. Nous avons le Service des délégués commerciaux, qui fournit de l'information. Le gouvernement peut jouer un rôle en parlant avec le secteur privé canadien des risques sur place et des occasions à saisir.

De plus, comme je l'ai mentionné, en collaboration avec nos partenaires du G7, nous participons à des initiatives pour investir dans l'infrastructure.

M. Ziad Aboultaif: Combien de programmes avons-nous en Afrique par l'entremise du G7?

Mme Cheryl Urban: Je n'ai pas ce chiffre en main, mais je peux essayer de l'obtenir et vous le transmettre.

M. Ziad Aboultaif: Ce serait formidable.

Dans le passé, nous avons le Programme de développement des marchés d'exportation qui aidait beaucoup d'entreprises à faire des affaires outre-mer. Avons-nous un programme similaire en ce moment, depuis les huit dernières années, qui peut au moins nous laisser espérer que nous allons accomplir quelque chose ou pénétrer le marché?

M. Marcel Lebleu: Oui, nous avons un programme qui aidera les entreprises canadiennes à prendre de l'expansion à l'étranger.

M. Ziad Aboultaif: Pouvez-vous nous en donner le nom, s'il vous plaît?

M. Marcel Lebleu: C'est le programme CanExport.

M. Ziad Aboultaif: Merci.

Le président: Nous allons passer à Mme Chatel.

Vous avez trois minutes.

[Français]

Mme Sophie Chatel: Merci beaucoup, monsieur le président.

Tout d'abord, j'ai été bien heureuse d'apprendre que M. Ben Marc Diendéré, un diplômé de l'école des HEC à Montréal, a été nommé représentant et observateur permanent du Canada auprès de l'Union africaine.

Cela m'amène justement à parler de la présence et de l'influence de la langue et de la culture françaises au Canada, particulièrement au Québec, mais aussi dans d'autres régions, comme le Nouveau-Brunswick. C'est un atout absolument incontournable si l'on veut créer des ponts avec les pays africains francophones.

Comment utilise-t-on la diplomatie culturelle et linguistique afin de faciliter les échanges commerciaux, les investissements avec les pays africains, notamment dans les secteurs où nous pouvons offrir notre expertise dans les technologies vertes renouvelables, la sécurité et l'éducation?

Pour ma part, je trouve que cette nomination est assez centrale. Elle s'inscrit dans une stratégie de diplomatie culturelle et linguistique.

• (1825)

M. Marcel Lebleu: Bien sûr, c'est un outil dans notre boîte à outils.

Notre sous-ministre adjointe a donné quelques exemples d'activités menées par notre collègue l'ambassadeur Anderson Blanc, qui est poste à Abidjan et qui travaille de près avec le Bureau du Québec.

Cependant, ce rayonnement ne se limite pas au Québec. M. Blanc m'a dit avoir reçu, au mois de septembre ou d'octobre 2023, une mission du Nouveau-Brunswick, dirigée par le ministre responsable de la Francophonie, M. Glen Savoie.

De plus, également au mois d'octobre, nous avons reçu une mission de l'Ontario en Côte d'Ivoire. Celle-ci a été dirigée par M. Dominic Mailloux, le président de la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario.

Par ailleurs, nous avons travaillé de près avec des organisations de la Francophonie. Un grand rassemblement d'entrepreneurs francophones dirigé en grande partie par M. Karl Blackburn a eu lieu à Québec l'an dernier. Nous y avons contribué en faisant la promotion de l'événement.

Dans ma région, je suis davantage attaché à la Francophonie qu'au Commonwealth, où il y a possiblement des exemples de ce genre.

Je vais terminer en donnant un bref exemple de diplomatie culturelle.

Mes collègues de Lagos, qui est une grande capitale culturelle, mais anglophone, nous ont dit que, à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie, ils ont diffusé un film québécois avec l'appui des Français et des Suisses. Ils ont connu un grand succès dans un marché très compétitif.

Ces initiatives liées à l'image de marque nous sont utiles pas seulement dans les pays francophones, mais aussi dans d'autres pays.

[Traduction]

Le président: C'est au tour de M. Bergeron.

Vous avez trois minutes.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Je veux simplement vous signaler, monsieur Lebleu, que vous n'avez pas à me convaincre de l'importance des étudiants étrangers pour les établissements d'enseignement. J'ai été moi-même secrétaire général du Cégep de Rimouski, et j'en sais quelque chose. D'ailleurs, je m'inquiète de la décision du gouvernement fédéral, supposément pour lutter contre l'accroissement débridé de la population, de simplement réduire le nombre d'étudiants étrangers. Je referme la parenthèse.

Mon général, le *Hill Times* rapportait que les résultats ministériels du ministère de la Défense et des Forces armées canadiennes pour 2022-2023 démontraient un déclin continu de l'état de préparation de la marine, alors que seulement 51,2 % des éléments de sa flotte étaient jugés utilisables pour répondre aux exigences en matière de formation et de disponibilité opérationnelle à l'appui d'opérations simultanées

Est-ce ce qui explique que le Canada a décidé de ne pas participer à l'opération Projection, qui vise la promotion de la paix et de la stabilité en soutien à l'ordre international fondé sur des règles?

Par ailleurs, est-il possible de savoir si la marine participera à l'exercice Obangame Express, auquel elle participe depuis 2018 et qui implique 28 autres pays, y compris les États-Unis?

Mgén Gregory Smith: Monsieur le président, je n'en connais pas les détails exacts, mais, normalement, nous participons aux exercices Phoenix Express et Obangame Express.

Oui, nous avons un problème concernant l'état de préparation de nos navires. Cependant, généralement, nous participons à ces activités.

M. Stéphane Bergeron: Selon les informations dont nous disposons, cette année, le Canada aurait choisi de ne pas participer à l'opération Projection. Est-ce en raison de la capacité opérationnelle limitée de notre flotte?

Mgén Gregory Smith: Monsieur le président, je ne le sais pas.

Selon moi, nous sommes prêts à participer à cette activité, mais je pourrai le confirmer en fournissant une réponse écrite au Comité.

M. Stéphane Bergeron: Je vous remercie infiniment.

[Traduction]

Le président: Madame McPherson, vous serez la dernière à poser des questions.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie encore une fois les témoins d'être ici aujourd'hui pour nous faire profiter de leur expertise.

J'ai quelques questions. Nous avons parlé un peu du Soudan et d'autres régions du continent. J'aimerais également vous poser quelques questions sur la République démocratique du Congo.

Bien entendu, l'Est de la République démocratique du Congo est une autre région où nous observons des urgences humanitaires inimaginables. Le recours à la violence sexuelle est troublant, tout comme les chiffres que nous entendons. Nous savons que le choléra sévit, qu'il y a de la malnutrition. On n'a pourtant pas annoncé de fonds d'aide humanitaire, malgré la demande de nombreuses organisations.

Prévoit-on plus d'aide humanitaire dans cette région du continent?

• (1830)

[Français]

M. Marcel Lebleu: De façon générale, la taille de l'enveloppe d'aide humanitaire destinée à l'Afrique est constante. Les sommes qu'elle contient peuvent être redistribuées, mais il n'y a pas d'augmentation. Les recommandations pour l'année en cours doivent être émises par le ministre. Cette décision lui revient, et il se base sur les recommandations des fonctionnaires de son ministère. Je peux vous donner des chiffres concernant la dernière année.

La République démocratique du Congo, ou RDC, est un des pays qui reçoit le plus d'aide humanitaire du Canada, toutes formes d'aide confondues, c'est-à-dire l'aide humanitaire, l'aide au déplacement, etc. Vous avez parlé des victimes du conflit dans l'Est. Nous travaillons avec la fondation du Dr Mukwege, la Fondation Panzi. Le Dr Mukwege est mondialement connu et a gagné le prix Nobel de la médecine. C'est le pays qui reçoit le plus...

[Traduction]

Mme Heather McPherson: Je suis désolée. Je dois vous interrompre. Vous aurez compris que j'ai très peu de temps.

Je veux soulever un point. Nous examinons des conflits dans tout le continent et nous voyons qu'à un certain nombre d'endroits, il est possible que des organisations terroristes ou des organisations identifiées en tant qu'« entités terroristes » prennent le pouvoir ou jouent un rôle dans certaines régions du continent.

Le projet de loi C-41 est la mesure législative qui a été présentée pour intervenir en Afghanistan, pour pouvoir y acheminer une aide humanitaire. Nous n'avons toujours pas reçu de documentation ou d'orientation pour ce projet de loi.

J'aimerais savoir quelles répercussions le projet de loi pourrait avoir sur les organisations qui travaillent en Afrique.

Mme Susan Steffen: Le projet de loi C-41 est une mesure législative importante pour nous assurer que l'aide humanitaire parvient aux populations qui en ont besoin, même si c'est dans des régions aux prises avec des activités terroristes.

Je ne souhaite pas en dire plus à ce sujet ici, car nous ne sommes pas responsables de cette mesure...

Mme Heather McPherson: Avez-vous la moindre idée du moment...

Le président: Je suis désolé, madame McPherson, mais votre temps est écoulé.

Au nom de tous les membres du Comité, je veux maintenant remercier nos témoins: Mme Kumar, M. Lebleu, Mme Delany, le major-général Smith, Mme Urban et Mme Steffen.

Merci beaucoup pour votre temps, vos points de vue et votre expertise. Grâce à vous, notre étude sur l'Afrique commence bien. Nous vous en sommes reconnaissants.

Avant le départ des députés, je veux m'assurer que tout le monde a reçu le budget pour l'étude sur l'Afrique. Vous êtes tous censés l'avoir reçu.

Plaît-il au Comité d'adopter le budget?

Des députés: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>